

Au lycée Dumézil

L'équipe enseignante unie contre la suppression d'un poste de CPE

Des enseignants et surveillants du lycée Georges-Dumézil ont lancé une opération lycée mort pour dénoncer la suppression d'un poste de CPE (conseiller principal d'éducation) dans les filières professionnelles. Une mobilisation qui a porté ses fruits.

Opération lycée mort déclenchée. Mardi 26 mars, les enseignants et les surveillants des filières professionnelles du lycée Georges-Dumézil se sont mobilisés devant les grilles de l'établissement pour dénoncer la suppression d'un poste de CPE (conseiller principal d'éducation). « **Nous avons actuellement deux CPE pour 496 élèves en lycée professionnel et les effectifs vont peut-être augmenter. Si la suppression d'un poste est actée, notre collègue restant va devoir assumer une charge de travail impossible à supporter seul** », explique Élodie Franchet, représentante du conseil d'administration.

Le suivi des élèves impacté

Cette annonce a suscité l'émoi au sein de l'équipe enseignante qui craint que le suivi des élèves se détériore. « **En lycée professionnel, nous avons des élèves qui ont besoin d'un accompagnement plus important. C'est beaucoup de travail pour les CPE. Rien que cette année, nous avons déjà sept conseils de disciplines et des commissions éducatives à tout va** », assure Élodie Franchet. Avec un CPE en moins, c'est toute l'équipe enseignante qui se trouvera impactée et une organisation à revoir : « **Le lycée professionnel est divisé en deux bâtiments avec un CPE pour chacun. Nous avons également un internat partagé entre le lycée général et technique et le lycée professionnel. La suppression d'un poste de CPE impactera aussi le bon fonctionnement de l'internat voire le nombre de places** », souligne Marine Capo-Delzant, représentante au conseil d'administration.

Heureux dénouement

En parallèle de cette opération lycée mort, l'équipe enseignante a lancé une pétition pour faire entendre sa voix et dire non à la suppression d'un poste de CPE. Cette dernière, lancée le 18 mars, a récolté 421 signatures.

En marge de cette mobilisation, une réunion s'est tenue entre la rectrice, le proviseur de l'établissement, Éric Fauque, qui n'a pas souhaité s'exprimer, et les représentants syndicaux qui ont annoncé que le lycée garderait finalement le poste de CPE. Une fin heureuse pour les enseignants et les élèves.

Arielle Bossuyt



Suite à la mobilisation de l'équipe enseignante, mardi 26 mars, le poste de CPE est maintenu.